

**La sensibilité des exploitations agricoles françaises  
à une modification des budgets et des instruments de soutien de la PAC**

Vincent CHATELLIER

INRA-SAE2, UR 1134, Rue de la Géraudière, BP 71627, 44316 Nantes

vchatel@nantes.inra.fr

**Résumé.** La récente communication (20 novembre 2007) proposée au Conseil par la Commission européenne au titre du bilan de santé de la PAC propose une nouvelle évolution des modalités de soutien à l'agriculture. Ainsi, elle suggère notamment aux Etats membres de recourir davantage au découplage total et de privilégier un système fondé sur un taux plus uniforme de paiement unique à l'hectare (en substitution d'un système privilégiant la référence historique). En outre, elle propose de renforcer la modulation des aides directes du premier pilier de la PAC en basculant les sommes budgétaires prélevées vers le développement rural. En France, plus que dans certains autres Etats membres où les choix internes d'application de la réforme de la PAC de 2003 ont été plus novateurs (application d'un découplage total et d'une régionalisation du paiement unique comme en Allemagne), cette évolution de la PAC interroge. Partant des données individuelles du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) et de simulations, il est proposé de traiter des deux questions suivantes : quelle est la situation de dépendance de différentes catégories d'exploitations agricoles françaises aux soutiens publics directs ? En quoi ces exploitations sont-elles potentiellement sensibles à une évolution du montant de ces soutiens et, surtout, de leurs modalités d'octroi. Plusieurs scénarios sont testés en considérant deux hypothèses de découplage (partiel ou total) et deux hypothèses d'évolution des ressources budgétaires (stabilité ou baisse de 35%). Ces scénarios concernent l'application d'une régionalisation du dispositif de paiement unique (articles 58 et 59 du règlement n°1782) et d'une modulation renforcée des soutiens du premier pilier (avec un transfert des fonds selon plusieurs options). Les résultats de ces simulations sont présentés selon un croisement entre les systèmes productifs et les régions administratives.

**Pour en savoir plus :**

CHATELLIER V. (2007). La sensibilité des exploitations agricoles françaises à une modification des budgets et des instruments de soutien. *Rapport pour l'expertise de l'INRA « Agriculture Prospective 2013 »*, juin, 94 p.

<http://www.nantes.inra.fr/content/download/5351/75812/version/1/file/VC-2007-PA2013.pdf>

GUYOMARD H., CHATELLIER V., COURLEUX F., LEVERT F. (2007). La politique de soutien des revenus agricoles dans l'UE: quel avenir pour les droits à paiement unique ? *In: Perspectives agricoles en France et en Europe (sous la direction de D. Bureau et de P. Chalmin)*, pp 125-179.

<http://www.cae.gouv.fr>

CHATELLIER V. (2007). Les soutiens directs aux exploitations d'herbivores en France : évolutions passées et scénarios prospectifs. *14<sup>ème</sup> colloque 3R (Rencontres Recherches Ruminants)*, Paris, 5-6 décembre, 4 p.

<http://www.nantes.inra.fr/content/download/5341/75782/version/1/file/VC-2007-3R.pdf>

CHATELLIER V., GUYOMARD H., LATRUFFE L., LEVERT F. (2007). Agricultural income in the EU and public policies. *Workshop organised by DG Joint Research Centre and DG Agriculture*, Sevilla, 29 June, 27 p.

<http://www.nantes.inra.fr/content/download/5354/75821/version/1/file/VC-2007-WDGAGRI1.pdf>

CHATELLIER V. (2006). Le découplage et les droits à paiement unique dans les exploitations laitières et bovins-viande en France. *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, n°78, pp. 53-80.

<http://www-admin.nantes.inra.fr/content/download/2499/33014/file/VC-2006-CESR.pdf>

CHATELLIER V., DELATTRE F. (2005). Les soutiens directs et le découplage dans les exploitations agricoles de montagne. *Economie rurale*, n°288, juillet-août, pp. 40-57.

<http://www.nantes.inra.fr/content/download/2008/26904/file/VC-2005-ER1.pdf>